

L'Humanité Rouge



Quotidien
des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

L'APRES 19 MARS

**PAGE 3 : Des résultats,
des chiffres**

**PAGE 4 : Quelles perspectives
pour la classe ouvrière**

PAGE 8 : Débandade à gauche

Editorial

L'unité nécessaire, c'est celle de la classe ouvrière

A droite, c'est reparti pour cinq ans avec à peu près les mêmes, mais dans une situation politique plus complexe. La rivalité entre l'Union pour la démocratie française (UDF) de Giscard et le RPR de Chirac sur la manière de faire payer la crise aux travailleurs, ne va pas s'effacer.

Les partis dits de gauche, bien que plus nombreux au Parlement, sont plus divisés que jamais, c'est l'heure des réglemens de comptes et la tendance à ce que chacun reprenne ses billes. Selon le PS (Mermaz à la télévision dimanche soir) : « La gauche devait gagner ! C'est pas juste ! ». Mitterrand ne se gêne pas pour dire que c'est la faute à Marchais. Et Marchais de dire que c'est la faute au PS ! La boucle est bouclée.

Pour la droite reconduite pour cinq ans, il faut se taire. Marchais disait dimanche soir : « Il faut que les Français fassent leur expérience ! ». Maintenant, la droite, pendant vingt ans, ça ne suffit plus !

Avec ces gens-là, les perspectives sont plutôt sombres. Les dirigeants du PCF s'embourbent dans leur politique qui va d'échecs en désillusions. Ils pleurnichent que le PS les fait cocus et ils continuent !

« La politique de l'Union de la gauche est la seule perspective valable » disent-ils. Ils ne cessent de parler de mariage et s'envoient sans arrêt la vaisselle à la figure, quel charmant ménage !

Et les travailleurs, est-ce qu'ils ont quelque chose de bon à tirer de ces histoires ? L'unité, bien sûr, ils la veulent, mais pas n'importe laquelle et à n'importe quel prix.

Qu'y a-t-il de commun entre une unité uniquement des dirigeants des partis de gauche qui parlent au nom des travailleurs et l'unité de la classe ouvrière elle-même ? Dans le premier cas, c'est une « unité » entre brigands, entre politiciens professionnels qui ne pensent qu'à leur chapelle et rivalisent pour le pouvoir. Dans le deuxième cas, il s'agit de se donner les moyens de faire échec au nouveau plan d'austérité qui ne manquera pas d'être mis en place par le nouveau gouvernement. C'est cela qui préoccupe les travailleurs.

Pourquoi les travailleurs n'ont-ils pu faire échec aux deux premiers plans Barre ? Qui en porte la responsabilité ? Ce sont encore ces politiciens véreux qui, avec l'aide des dirigeants syndicaux appliquant la même ligne, ont freiné ou saboté les luttes pour ne pas effrayer les bourgeois, pour apparaître aux yeux du pouvoir et de leur électorat des différentes couches de la bourgeoisie, comme des gens capables d'être des gestionnaires efficaces du système en place. Selon eux, il n'est jamais propice de se lancer dans des mouvements de grande ampleur sur de fermes bases anticapitalistes. Or, c'est là qu'est le problème et c'est sur cette base que la classe ouvrière doit réaliser son unité, pour ensuite pouvoir entraîner toutes les autres couches populaires.

L'unité de la classe ouvrière, de toutes ses composantes, nous avons vu qu'elle ne se réalisera pas dans les urnes, mais seulement et uniquement dans la lutte qui seule permet d'obtenir satisfaction. C'est également dans ces luttes qu'elle est amenée à mieux comprendre la nature fondamentalement réactionnaire des dirigeants révisionnistes et réformistes. C'est cette unité-là qui est nécessaire et décisive. Plus que jamais nous disons : « L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes. »

BARBARIE ISRAËLIENNE AU SUD-LIBAN

L'OLP poursuit la résistance



Vieillards, femmes et enfants fuient les bombardements israéliens.

Le port de Tyr, au Sud-Liban, était lundi une ville fantôme, vidée de ses habitants, bombardée par l'armée israélienne qui a envahi le pays.

Lundi matin, le camp de réfugiés palestiniens de Rachidiyeh, au sud de Tyr, a été pris à nouveau sous

un déluge d'obus, massacrant femmes et enfants.

Partout, on voit des familles de réfugiés partir ou se grouper sur un trottoir entourées de balots et ne sachant où aller. L'objectif de l'armée des envahisseurs israéliens semble avoir

atteint son but lundi soir : couper le port de Tyr de la mer, massacrer la population du camp de réfugiés palestiniens de Rachidiyeh.

Partout sur le chemin de l'armée israélienne, ce n'est que ruines et massacres. Hameaux, villages et bourgades, tels que Bint Jbeil, Tibnin (à 8 et 17 km

de la frontière, Joueiyah et Bazouriah (à 13 et 4 km à l'est de Tyr) ont été détruits à 100 %.

Leurs habitants ont dû abandonner sur place leurs biens. Ici ou là, sur les ruines des maisons, mosquées, écoles, bâtiments administratifs et casernes flottent des drapeaux blancs mis en place par les populations civiles.

Sur le bord de la route, des femmes en guenilles pleurent. Les vieux paysans arabes n'osent plus circuler qu'en groupe, en arborant un chiffon blanc au bout d'un bâton.

Toutefois, le peuple palestinien directement visé par cette agression ne baisse pas les bras. « Dans les prochains jours, la Résistance palestinienne portera la bataille à l'intérieur des territoires occupés (...) » a déclaré un porte-parole de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Hani Al Hasan.

Il a précisé qu'Israël ne se retirerait du Sud-Liban que par la force et que l'OLP allait continuer à porter de rudes coups aux troupes israéliennes d'agression.

LA MARÉE NOIRE MENACE MÊME L'AGRICULTURE

La honteuse incapacité et même la criminelle passivité du gouvernement continuent de mettre en péril toute la flore et la faune et toutes les activités des côtes bretonnes envahies par la marée noire qui s'écoule des flancs de l'Amoco Cadix.

A cause, nous dit-on de la tempête, le pompage du pétrole que contient encore le navire est quasi-impossible. La nappe de pétrole atteignait lundi l'île de Batz par petites nappes et le port de Roscoff où il y a un parc ostréicole.

Lundi dans la nuit, la zone recouverte de pétrole était d'une bonne centaine de kilomètres, soit une surface de 1 200 à 2 000 mètres-carrés. Les barrages mis en place cèdent sous la pression des vagues. Quel scandale que du matériel anticatastrophe ne puisse être utilisé que par temps calme !

Pendant ce temps, on continue de déverser par centaines des tonnes de détergents, craie et absorbants, mais sans grand résultat.

Enfin, la marée noire a depuis dimanche des conséquences aussi sur les cultures de l'arrière-pays. A différents endroits, situés à environ 4 km de la côte, selon les cultivateurs, les champs de colza, de choux-fleurs et autres légumes sont recouverts d'une fine pellicule gluante.

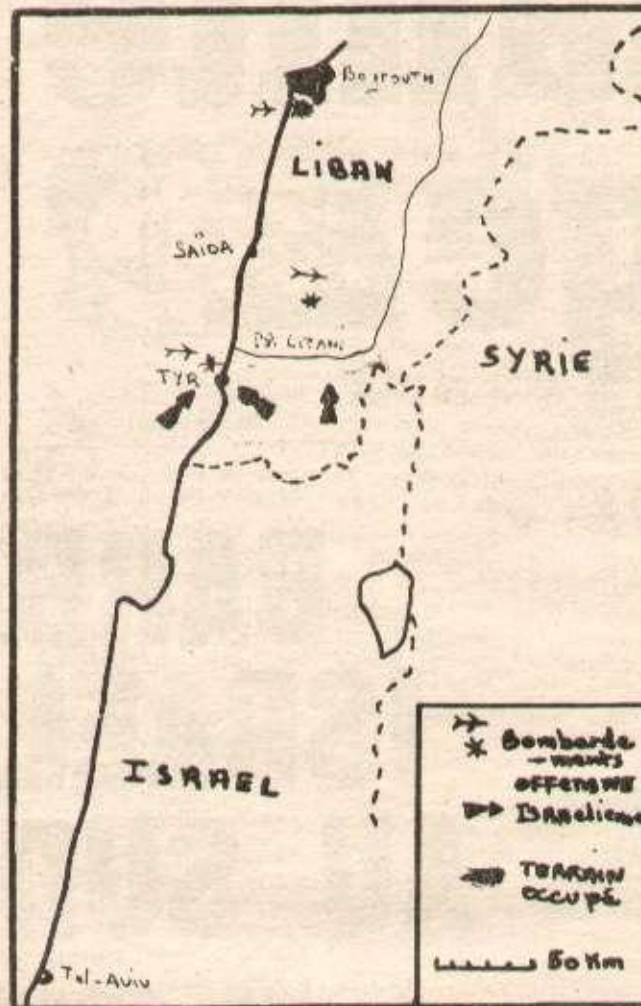
Les vaches de la région de Ploudalmezeau ont éprouvé des troubles intestinaux, après avoir bu dans des mares où, selon les vétérinaires, se trouvait du mazout apporté par les embruns.

La situation militaire au Sud-Liban

Tout le Sud-Liban, soit un territoire de 2 000 km², était lundi matin contrôlé par l'armée israélienne. Seule, un poche étroite autour de la ville de Tyr était l'enjeu de très violents combats. Les forces sionistes se sont d'autre part arrêtées à une faible distance du fleuve Litani pour éviter tout affrontement avec les forces syriennes stationnées sur l'autre rive.

Il semble cependant, qu'à l'exception de Tyr, les forces sionistes enfoncent principalement des portes ouvertes. Un déluge de feu s'est abattu sur le camp palestinien de Rachidiye en début de semaine ; le camp a tout de même été évacué totalement dès le début de l'attaque israélienne. Dans de nombreuses régions, les forces palestiniennes, soutenues par les patriotes libanais, sont même passées à l'offensive. Ainsi, à plusieurs reprises, durant la journée de lundi, le territoire israélien lui-même a été atteint par les tirs de l'artillerie palestinienne dans l'est du pays.

De très nombreuses embuscades sont également tendues sur le territoire libanais supposé nettoyé.



« L'initiative nous appartient actuellement », a déclaré un responsable de l'OLP. La Résistance palestinienne a, pour la première fois, entraîné Israël sur son propre terrain. Elle s'attendait à l'attaque israélienne.

● USA deux manifestations antiracistes

3 000 personnes à Nashville

Plusieurs organisations antiracistes ont organisé le week-end dernier une manifestation antiapartheid à l'occasion d'un match de coupe Davis entre les États-Unis et l'Afrique du Sud. Dès vendredi, 1 500 manifestants se sont rassemblés à Nashville, où se situait la rencontre sportive. L'apartheid était la cible comme l'ont montré les mots d'ordre scandés : « Liberté oui, apartheid non ! », « Le peuple d'Afrique se lève, arrêtons la coupe Davis ! », mais aussi « Le peuple uni ne sera jamais vaincu ! ».

La police était mobilisée ceinturant tous les alentours

du gymnase. Samedi, les manifestants étaient plus de trois mille, qui outre les manifestations dans la ville, formaient à tour de rôle un piquet de cinquante personnes à l'entrée du gymnase pour expliquer aux spectateurs le sens de leur action.

Les organisateurs ont souligné lors des discours, samedi, le succès de leur action. Succès d'abord dans la mesure où il y avait peu de spectateurs pour assister au match, ils étaient un peu plus de 1 000 alors que 9 500 personnes étaient prévues.

Succès aussi car c'est la

première mobilisation antiraciste depuis bien longtemps et ce n'est pas fini : « Nous ne vous arrêterons pas tant que chaque Sud-africain ne jouira pas des mêmes droits — ceci n'est qu'un début, nous n'aurons

aucun repos tant que l'apartheid vivra ». Les manifestants, essentiellement des Noirs, ont accueilli avec enthousiasme cet appel. Déjà, d'autres marches sont prévues pour les mois prochains en Alabama et en Georgie.

8 000 manifestants à Washington

Samedi toujours, une manifestation de 8 000 personnes se déroulait devant la Maison Blanche afin que soit libéré le groupe des « 10 des Wilmington » dont neuf membres sont toujours en prison.

Ce groupe avait été condamné en 1971 après avoir été accusé pour l'incendie d'un magasin à Wilmington, en Caroline du nord à la suite d'attaques racistes contre les Noirs.

L'an dernier, alors que des témoins à charge étaient revenus sur leurs dépositions, le juge avait refusé de les libérer, seule sur le groupe, une femme est libérée sous caution. C'est également la seule blanche du groupe.

Ce qu'exigeaient aussi les manifestants, c'est que soit octroyé à ces détenus le statut de prisonniers politiques, ces militants ayant toujours agi pour la cause des Noirs aux USA.

Les mineurs en grève et la loi

En attendant le résultat de la consultation de l'ensemble des mineurs grévistes sur la ratification ou non du dernier accord conclu entre directions syndicales et patronales, ceux-ci sont toujours en grève depuis maintenant trois mois et demi. La loi Taft-Harley, décrétée par Carter qui permet à la justice d'ordonner une reprise du travail pendant quatre-vingt jours en cas de grève prolongée, est toujours boycottée par les mineurs.

Un juge fédéral a refusé, vendredi, de prolonger l'ordre de reprise du travail, contrairement à ce que lui avait demandé le gouverne-

ment. Le pauvre juge est désespéré car les grévistes dit-il, ne tiennent de toute manière aucun compte de ce que je fais.

Le gouvernement a décidé de ne pas employer l'épreuve de force jusqu'au résultat de la consultation, craignant des événements graves. Cette attitude est en fait un chantage envers les mineurs : ou vous acceptez l'accord conclu ou vous vous exposez à une répression sur une grande échelle.

Pour l'instant, le décret de la loi n'est donc qu'une formalité destinée à semer la peur parmi les grévistes pour les faire céder.

Des bombes à fragmentation sur les camps de réfugiés

Employées jusque là uniquement par les Américains au Vietnam, des bombes à fragmentation sont utilisées par les Israéliens contre les camps des réfugiés palestiniens.

Le principe en est qu'à l'explosion, la bombe éclate en milliers d'éclats particu-

lièrement meurtriers. Vendues l'an dernier par les USA, la bombe à fragmentation constitue actuellement un des summum en matière d'assassinat collectif. On imagine facilement les conséquences sur des camps de réfugiés démunis de toute protection.

Une agression prévue de longue date : l'occupation actuelle du Sud-Liban ressemble étrangement à un plan établi par la délégation sioniste à la Conférence de paix de 1919. Celle-ci prévoyait l'extension d'Israël jusqu'à Saïda.

Moshe Dayan disait d'ailleurs le 6 octobre 1967, il y a 11 ans de cela : « les frontières d'Israël sont idéales, à l'exception de celles avec le Liban ».

Un « fait d'arme » israélien La destruction de Ouzai

Deux passages, deux chapelets de bombes ont suffi. Cinq minutes pour semer la mort à Ouzai. Ouzai, située au sud de Beyrouth est le quartier de la misère. C'est là que se sont retrouvés les réfugiés palestiniens, libanais, chassés de chez eux par la guerre civile ou par les bombardements israéliens sur le sud.

Un bidonville qui s'étendait le long du littoral, des baraques en tôle et en planches, lot habituel des réfugiés, c'est la cible qu'ont choisie les terroristes israéliens. Les F 105 et les Mirages sont passés. Aujourd'hui, c'est la désolation ; des centaines de sinistrés cherchent en silence, dans les gravats et les murs effondrés, quelques pauvres objets familiaux encore récupérables.

Un cri s'élève. Une jeune femme vient de retrouver le tablier ensanglanté de sa fillette. Plus loin des témoins, au bord d'un cratère, désignent un amas de pierres. C'était, expliquent-ils, la maison d'Ali, un tailleur qui a péri avec sa femme et ses cinq enfants au cours du raid.

Manifestation en Cisjordanie

Pour le quatrième jour consécutif, des manifestations de lycéens ont éclaté en Cisjordanie lundi. Des centaines de jeunes gens ont manifesté dans le secteur est de Jérusalem et au camp de réfugiés d'Anata, mitoyen de la partie orientale de la ville.

Les étudiants ont érigé des barrages sur la route menant de Jérusalem à Ramallah et ont mis le feu à des pneus. On signale également des heurts entre lycéens et forces de l'ordre à Hébron (Cisjordanie du Sud) où une grève des commerçants est totale.

Farce électorale en Indonésie

(Suite de la page 8)

Pourtant, les nuages s'amoncellent sur cette félicité. Dans toute l'Indonésie, à Bandung, Jogjakarta, Djakarta, les étudiants indonésiens développent une vigoureuse campagne de dénonciation de la répression qui sévit dans le pays.

A tel point que, pour ne pas troubler la sérénité des élections, les forces armées multiplient depuis plusieurs semaines, les coups de main contre le mouvement étudiant. Plusieurs centaines d'entre eux ont été arrêtés et les journaux jugés trop favorables à leur cause ont été purement et simplement interdits.

Cela n'a pas empêché au contraire, le mouvement étudiant de prendre un nouvel essor. Les affrontements y compris violents, avec la troupe se sont multipliés

cette semaine à Djakarta et Subaraya.

A l'ouest de Java, des centaines d'étudiants ont manifesté pendant trois jours depuis l'ouverture de la session du congrès.

Enfin, on apprenait lundi qu'une mystérieuse et violente explosion avait détruit le rez-de-chaussée de l'immeuble où siège le Congrès. Le porte-parole du gouvernement l'a attribué à l'explosion d'une ampoule électrique... mais le cordon de sécurité mis en place autour du bâtiment a cependant été renforcé.

Aussitôt, une manifestation d'étudiants, brandissant des affiches antigouvernementales et réclamant le retour des libertés publiques, se déroulait dans les rues de la capitale. L'armée, en la chargeant violemment aurait fait plusieurs blessés.

● Colombie

Vendredi, les grévistes de l'enseignement public se sont heurtés à la police à Barrancabermeja. De nombreuses personnes ont été blessées par balles, lors de cette manifestation de soutien aux 180 000 enseignants qui ont déclenché une grève dans tout le pays. Ils exigent l'application de la réforme du statut de l'enseignement que le gouvernement avait accepté l'an dernier, une augmentation de salaire de 50 % et protestent contre la hausse considérable du coût de la vie. La manifestation était in-

terdite en raison de l'état de siège.

● El Salvador

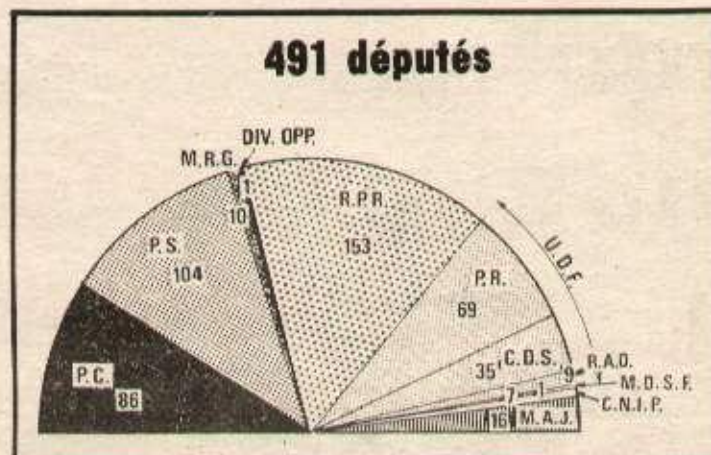
Passant outre l'interdiction du gouvernement, une manifestation à laquelle participaient plus de 300 paysans venus du Nord, s'est déroulée dans la capitale du pays pour réclamer une augmentation de salaires.

La police est intervenue, tuant cinq personnes et faisant douze blessés. Ce bilan ne satisfaisant pas la dictature fasciste, tout fut mis en oeuvre pour tenter de localiser les endroits où se sont réfugiés les manifestants afin de poursuivre la répression sauvage.

LA BATAILLE POLITIQUE DE 1978

Législatives

DES RESULTATS DES CHIFFRES ...



Nous relevons ci-dessous quelques chiffres montrant l'évolution du rapport de force entre les « grands partis », leurs gains ou pertes dans certaines régions.

Résultats définitifs en voix et en pourcentage

- Inscrits 30 956 076
- Votants 26 206 710 : 84,6 %
- Exprimés 25 475 802 : 82,2 %, donc 2,4 % de votes blancs ou nuls
- Abstentions 4 749 366 : 15,3 %

Partis se réclamant du Programme commun

- Total 12 553 262 : 49,29 %
- PC 4 744 868 : 18,62 %
- PS 7 212 916 : 28,31 %
- MRG 595 478 : 2,36 %

Majorité

- Total : 12 559 359 : 50,49 %
- RPR 6 651 756 : 26,11 % (perd 36 sièges)
- UDF apparentés 5 907 603 : 23,18 % (gagne 22 sièges)

Candidats se réclamant du soutien à l'action du Président de la République

- 305 763 : 1,20 %

Divers

- 57 418 : 0,22 %

Paris et la région parisienne

A Paris :

- Le PCF perd 4 sièges sur 7 dans les quartiers populaires.
- Le PS en gagne un.
- Le RPR en gagne deux (20 au lieu de 18) et se trouve largement majoritaire devant l'UDF (7 au lieu de 6).

Pour l'ensemble de la banlieue parisienne, le RPR perd trois sièges, l'UDF en gagne deux, le PS en gagne un, le PCF en perd un et en gagne un.

Progression de la gauche dans le nord

Dans le Nord où les reports de voix ne se sont pas faits totalement, notamment à Cambrai et à Tourcoing, la gauche a cependant renforcé ses positions. Le PCF gagne trois sièges (Avesnes, au détriment du PS, St-Amand les-Eaux, et Le Cateau). Le PCF compte neuf sièges, le PS huit, l'UDF deux et le RPR quatre.

Dans le Pas-de-Calais, la majorité présidentielle a perdu deux sièges qu'elle détenait à Bapaume et à Montreuil. Ce département compte désormais neuf PS et cinq PC. Les reports des voix à gauche se sont mieux faits que dans la majorité. Dans la Somme, le PC gagne deux sièges à Ault et à Abbeville-Nord. Les deux sortants de la majorité ont été réélus avec moins de trois cents voix d'avance.



Dans les régions industrielles

Loire 4e (Firminy) : le PCF gagne un élu
Rhône 6e (Villeurbanne) : le PS gagne un élu
Dans les Bouches-du-Rhône :
Le PS perd un siège au profit de l'UDF, dans la 2e circonscription et au profit du PCF, dans la 8e circonscription.

A gauche...

Le PCF a 86 élus au lieu de 73, il en gagne 23 et en perd 10.

Dans un certain nombre de municipalités que la gauche avait gagnées en mars 1977, elle est battue, ce sont celles où il y a eu des affrontements entre PCF et PS : Hervé (PS) à Rennes, Lamblin (PCF) à Reims, Sanguedolce (PCF) à St-Étienne, Rimbeau (PCF) à Bourges, JP Santa-Cruz (PS) à Dôle, Pinard (PS) à Besançon, Reysier (PCF) à Châlons-sur-Marne, Perrein (PCF) à Épernay, Poutissou (PS) à Villefranche-sur-Saône.

La gauche perd également deux sièges dans les Doms-Tom.

St-Brieuc détient sans toute le record de plus mauvais report de voix à gauche. Au premier tour, la gauche (plus les trotskistes) avait 5 407 voix d'avance, elle a 3 576 voix de retard au second.

En Corse les trois candidats du MRG sont battus. La gauche est en recul dans certains départements où elle était forte : le Var, le Puy-de-Dôme, les Pyrénées Orientales et la Creuse.

Par contre, elle confirme la poussée des élections municipales dans certaines régions où elle était faible : en Charente-Maritime, Charente, Saône-et-Loire, Loire, Ardennes. Sa progression est très forte dans la Somme, l'Oise, un peu moins forte dans le Gers, le Lot et l'Allier.

Les abstentions

Les plus forts pourcentages d'absentions ont été enregistrés en Haute-Corse (25,69%), Corse du Sud (23,93%), Paris (22,17%), Seine-St-Denis (20,95%). Les plus faibles dans la Somme (9,90%) et les Côtes-du-Nord (9,95%).

Quelques unes des personnalités battues

Appartenant à la droite Aux partis de gauche

- | | |
|-----------------------------|-----------------------|
| Lionel Stoléro (UDF) | Édith Cresson (PS) |
| Vosges - 2e | Vienne - 2e |
| Marcel Cavallé (PR) | Daniel Dallera (PCF) |
| Hte-Garonne - 1re | Paris - 30e |
| Maurice Herzog (RPR) | Louis Baillot (PCF) |
| Hte Savoie - 3e | Paris - 27e |
| Michel Poniatowski (PR) | Henri Fiszbin (PCF) |
| Val D'oise-1re | Paris-28e |
| Jean Kiffer (CNI) | Claude Estier (PS) |
| Moselle-1re | Paris 25e |
| André Diligent (CDS-UDF) | Georges Sarre (PS) |
| Nord-8e | Paris-9e |
| Aymar Achille-Fould (UDF) | Georges Frêche (PS) |
| (UDF) Gironde-5e | Hérault-1re |
| Alexandre Sanguinetti (RPR) | Jean Gager (PCF) |
| Paris-14e | Paris-25e |
| Jacques Hersant (UDF) | Henri Malberg (PCF) |
| Oise-3e | Paris-26e |
| Pierre Mazeaud (RPR) | Jacques Chambaz (PCF) |
| Var-3e | Paris-10e |
| Alain Terrenoire (RPR) | François Loncle (MRG) |
| Loire-5e | Eure-3e |
| Pierre Baudis (UDF- PR) | Edmond Hervé (PS) |
| Hte-Garonne-2e | Ille-et-Vilaine-1re |
| | André Poutissou (PS) |
| | Rhône-10e |
| | Lionel Jospin (PS) |
| | Paris-26e |

• Nîmes

13 centimes par enveloppe

Pendant la période qui précède les élections, les préfetures, à Nîmes (le maire est PCF) comme ailleurs, engagent du personnel pour mettre les bulletins de vote sous enveloppe. Ce personnel est recruté essentiellement parmi les chômeurs et les ménagères qui espèrent par là arrondir une fin de mois difficile.

Or, on apprenait mardi 7 mars que les travailleurs couvrant certaines circonscriptions, seraient payés 13 centimes par enveloppe au lieu des 18 promis. Il faut préciser qu'il s'agit de travail non déclaré.

Aussitôt, la majorité des travailleurs se mit en grève spontanément. La riposte de

la préfecture ne tarde pas. Dès l'après-midi, un car de flics prenait position et commençait les provocations, devant le calme résolu des grévistes. En milieu d'après-midi, ils pénétraient dans les locaux et commençaient à matraquer même les femmes. Deux grévistes furent amenés dans le car pour y être plus sérieusement tabassés. Comme par hasard, il s'agissait d'un immigré et d'un jeune.

Les partis de gauche, prévenus, n'ont pas jugé bon d'intervenir. Le PCF, sollicité par les grévistes, a même refusé d'apporter une aide matérielle (prêt d'une ronéo pour tirer des tracts informatifs).

Des lecteurs nîmois de l'HR

Quelles perspectives pour la classe ouvrière après les élections

Dimanche 19 mars, au terme d'une campagne électorale commencée dès le lendemain des élections municipales, la coalition gouvernementale était reconduite aux affaires du pays. L'écart au nombre de sièges est considérable : 291 pour le RPR-UDF et 200 pour le PC-PS. Beaucoup de camarades de chaîne, de bureau avaient placé leur espoir dans l'arrivée de la gauche au pouvoir. Ils espéraient, plus ou moins consciemment, qu'elle apporterait quelques aménagements à la crise capitaliste.

La coalition de gauche a tout mis sur les élections. Pendant des mois et des mois, les tenants du Programme commun à l'intérieur des syndicats et en tout premier lieu les Seguy et à un degré moindre les Maire, ont brisé les luttes.

Car la volonté de lutte était grande chez les travailleurs et elle ne s'est pas démentie. La cible de ces luttes, c'est le capitalisme. Oui, le capitalisme et son cortège de licenciements : 14 000 dans la sidérurgie, 6 000 à Rhône-Poulenc-textile, c'est le capitalisme et le chômage qui a encore augmenté de 1,8% en février, c'est le capitalisme et ses accidents du travail qui augmentent sans cesse, c'est le capitalisme qui enferme les vieux travailleurs dans les hospices-mouroirs ; oui, du capitalisme, la classe ouvrière, les petits paysans, les travailleurs n'en veulent pas. Et ils le disent.

Ils le disent à la Littorale de Béziers, dans les centrales nucléaires en construction à Dampierre-en-Barly (45) et Brand-Saint-Louis (33), ils le disent dans les hôpitaux à Orléans, Montargis, Pithiviers (45), Romorantin (41), Lorient (56). Ils le disent ces petits paysans en lutte contre la Wessafic.

Mais si les luttes n'ont pas cessé, si la combativité est excellente, les résultats sont décevants et ce, pour plusieurs raisons.

D'abord avec le plan Barre, les capitalistes se sentent soutenus. Ils affirment leur puissance, surtout les trusts nationaux et multinationaux qui profitent de la crise pour se restructurer, créer une armée de prolétaires de réserve qu'on utilisera au prochain boom économique qui suivra cette crise.

Deuxièmement, aucune coordination de toutes ces luttes n'a été faite. Les travailleurs sont livrés à eux-mêmes. Leur combativité a été utilisée à des fins électoralistes aujourd'hui et elle le sera encore très certainement demain en 1981 car « si on a échoué aujourd'hui, on réussira demain ».

Alors que faire ? Se démobiliser, attendre le résultat de négociations autour du tapis vert comme le disent Séguéy et Maire ? Sûrement pas ! Notre quotidien doit se faire chaque jour davantage l'écho des luttes des travailleurs des villes et des campagnes.

Mais il ne doit pas être le simple écho, il doit fournir des indications claires aux ouvriers, aux petits paysans. Il doit être un guide pour l'action. Il doit pouvoir se faire l'interprète de la ligne du troisième congrès du Parti communiste marxiste-léniniste de France. Pour cela, il doit pouvoir développer la lutte anticapitaliste et antirévionniste, anticapitaliste tout d'abord parce que c'est le capitalisme qu'il faut abattre et antirévionniste parce que le révionnisme empoisonne la classe ouvrière.

Alors, il faut se plonger au cœur de la classe ouvrière, au cœur des luttes, rapidement, efficacement, centraliser les luttes, les encourager, les développer, les populariser.

Alors, le combat anticapitaliste rencontrera de plein fouet la ligne de trahison des bureaucrates syndicaux de tout poil, ligne de trahison qui n'est que l'expression sur le terrain des luttes de leur ligne politique de gestion du capitalisme.

Cela a déjà joué pour beaucoup de travailleurs y compris au cours de ces élections, cela jouera encore davantage demain si les authentiques communistes savent clairement désigner la cible, la réduire et organiser en conséquence les travailleurs, édifier le parti marxiste-léniniste, arme indispensable pour diriger la lutte de classe dans notre pays et favoriser l'avènement de la révolution.

Après le départ de la CGIL de la fédération syndicale mondiale (FSM)

Tout ne va pas pour le mieux

La Conférence générale italienne du travail a décidé par 268 voix (unanimité des membres du Conseil général) de quitter la Fédération syndicale mondiale-FSM. Cette décision a été prise le 14 mars de cette année.

Créée en 1945, la FSM a été pendant près de quinze ans une organisation regroupant les syndicats anticapitalistes de l'Europe, d'Amérique latine. Elle regroupait aussi les syndicats des pays alors socialistes, des pays de l'Est et d'Union soviétique et les syndicats chinois et albanais. Ceux-ci ont été exclus en 1966.

LA FSM

Avec la dégénérescence de l'Union soviétique, la FSM est devenue une arme de choc entre les mains des dirigeants révionnistes de Moscou. Elle regroupe actuellement 220 millions de syndiqués ce qui en fait la plus puissante organisation syndicale mondiale.

LA CRISE

A l'image du PCI, la CGIL a toujours réclamé une plus grande « indépendance » vis-à-vis de Moscou. Cela cadre bien avec la stratégie dite « euro-communiste ». D'ailleurs, à la CGIL, on ne cache pas son soutien au capitalisme italien à l'image des déclarations de Lama qui appelle à se serrer

la ceinture, à ne plus faire grève, à se mettre à reconstruire le pays.

Cette crise larvée qui a donc son origine dans les rapports qu'entretiennent entre elles les cliques révionnistes a pourtant été niée jusqu'à aujourd'hui. Dans une déclaration du 7 février 1978, Pierre Gensous, secrétaire général de la FSM, déclarait : « Il n'y a pas de crise au sein de la FSM... il y a certes des discussions, mais c'est tout à fait normal et nous les encourageons ».

Toutefois, Gensous reconnaît implicitement que tout ne va pas pour le mieux à la FSM puisqu'il déclare aussi : « La FSM doit devenir plus ouverte, plus souple et avoir des conceptions plus larges ». Elle « doit être ouverte à toutes les organisations syndicales dont nous exigeons une seule chose : qu'elles défendent les intérêts des travailleurs ».

Ceci traduit d'une part, les contradictions qui s'y affrontent, notamment sur l'élargissement des rangs jusques et y compris aux sociaux-démocrates-collabos de la DGB (Allemagne) ou autres.

D'autre part, outre le fait que pour

certaines (la CGT) cela entre bien dans le cadre « Union de la gauche », cela permet aussi aux Soviétiques de diversifier leurs tentatives d'infiltration en Europe et dans le monde.

ET PRAGUE ?

Le prochain congrès de la FSM se tiendra en Tchécoslovaquie occupée du 16 au 23 avril prochains. Si la CGIL quitte la FSM elle enverra tout de même trois observateurs.

Quant à la direction CGT qui tout d'un coup se met à soutenir, du moins en paroles, les dissidents soviétiques, que va-t-elle en fin de compte faire ? Jusqu'ici, elle n'a pas protesté outre mesure contre la tenue de ce congrès à Prague. Son anti-impérialisme de façade s'arrête aux affiches électorales du PCF.

Mais pour les militants de base, simples adhérents et sympathisants cela doit devenir insupportable. Donc, il appartient aux syndicalistes honnêtes, anticapitalistes et anti-impérialistes conséquents, de dénoncer la tenue de ce congrès à Prague et d'engager un débat de fond à la CGT sur cette question, cela débouchant sur une campagne d'explications politiques sur la nature réactionnaire, fasciste et impérialiste de l'URSS de Brejnev.

• Brandt-Saint-Louis (Gironde)



Les travailleurs du chantier de la centrale de Brand-Saint-Louis (Gironde) face aux flics qui sont venus évacuer le site occupé le 14 mars à 6 heures. Les travailleurs de Brand, en majorité des immigrés, comme ceux de DAMPIERRE-EN-BURLY en lutte depuis le 2 mars se battent pour de meilleures conditions de vie et de travail



● Caisse d'allocations familiales

«On l'aura notre niveau 6»

Sur l'air du «petit vin blanc»

*Techniciens se regroupent,
Techniciens s'organisent,
Contre leur oppression et leur exploitation,
Plus de salaire de misère
Finis de toujours se taire.*

Au lendemain des élections, c'est le 48^e jour de grève des techniciens de la Caisse d'allocations familiales de la région parisienne. Un millier de grévistes, en majorité des femmes, se battent depuis un mois et demi pour obtenir le passage au niveau 6 pour tous.

Quand on sait l'intransigeance du gouvernement et les pressions démobilisatrices qui n'ont pas manqué à la veille de ces élections, on a la mesure de leur combativité.

Les techniciens de la Caisse d'allocations familiales, pompeusement appelés agents techniques hautement qualifiés (ATHQ) sont payés à des salaires beaucoup moins pompeux : 2 280 F brut à l'embauche. La revendication de passage au niveau 6 correspond à une augmentation de salaire d'environ 250 F par mois. La revendication existe depuis longtemps (en 1974 un avenant signé notamment par FO consacrait les bas salaires pour les employés d'exécution dont les ATHQ). C'est la mise en place d'une nouvelle allocation, « le complément familial » qui provoqua la grève le 31 janvier. Le travail consiste à établir les droits aux prestations pour les allocataires. Mises en fiches, ces données sont traitées au centre-ordinateur. Ce travail, les techniciens l'effectuent dans des conditions déplorables : manque d'effectifs, locaux inadaptés et exigus. Dans ces conditions, la surcharge provoquée par la mise en place du complément familial met le feu

aux poudres : « C'est fini de travailler comme cela, pour des salaires dérisoires... ».

Outre le centre de la rue Viala dans le 15^e, la grève touche aussi les unités de gestion, c'est-à-dire les antennes décentralisées de la caisse, installées à Nanterre, Carrefour-Pleyel, Garges-les-Gonnesses, Maison-Alfort et rue du Dessous-des-Berges, dans le 13^e arrondissement.

Chaque matin, la grève est reconduite en assemblée générale dans les centres. Les commissions de popularisation et de solidarité financière y font compte-rendus et propositions.

L'après-midi, ce sont les délégués élus par chaque service qui se réunissent avec les organisations syndicales CFDT, CGT, FO et CFTEC. C'est cette assemblée des délégués de service, qui joue le rôle de direction de la lutte... Une sorte de comité de grève réunissant une soixantaine de grévistes.

Dès le 2 décembre, les techniciens ont occupé le centre ordinateur empêchant le traitement des ban-

des informatiques. Dans cette occupation, ils ont bénéficié de la solidarité des informaticiens. Ceux-ci avaient fait grève en 1976 et depuis, la direction fait faire systématiquement des doubles des bandes qui sont conservées par la Sogegarde. Avec l'occupation du centre ordinateur, les doubles sont traités par IBM.

Au bout d'un mois de grève, le ministère de la Santé et l'UCANSS (Union des caisses d'assurances nationales de Sécurité sociale), qui gère le personnel, décidaient unilatéralement d'ajouter à la convention collective un avenant donnant latitude à la direction de la CAF pour attribuer le niveau 6 à certains techniciens. Cette manœuvre de division fut rejetée par les grévistes.

Au 36^e jour de grève, les ATHQ ont décidé d'aller voir la direction pour exiger des réponses sur les revendications. Alors que les grévistes pénétraient dans les couloirs, le directeur, un nommé Lavallée, s'enfermait à la hâte dans son bureau. De 11 h du matin à 19 h le soir, ils restèrent sur place au nombre de plusieurs centaines pour attendre le pa-



tron auto-séquestré.

Lavallée séquestré
Lavallée doit céder

Des discussions, des chansons et même des farandoles dans les locaux de direction ; à 19 h 15, en fait de réponse aux revendications, ce sont les flics qui sont là, envoyés par le ministère.

Le lendemain environ 75 % du personnel de la caisse est en grève et se rend en manifestation chez le ministre Veil...

Galas, manifestations, les techniciens ne restent pas inactifs. Mobilisés et vigilants face aux pouvoirs de tutelle, afin d'imposer le niveau 6 pour tous, ils le sont

aussi par rapport aux tentatives de récupération et de démobilisation qui viennent de la gauche et notamment du PCF.

Le jour où un administrateur CGT du Conseil d'administration de la CAF s'est adressé à l'assemblée générale en présentant les élections comme une arme pour gagner, il a déclenché un tollé. Quand le PCF déploya sa banderole le jour de la manif du boulevard Haussmann, une assemblée générale improvisée s'opposa à cette participation récupératrice, ces messieurs durent rouler leur calicot publicitaire...

Vendredi 17 mars, nou-

velle manifestation de la rue Viala jusqu'au ministère des Finances, rue de Rivoli en passant par l'hôtel particulier de Barre, Matignon. La seule voie pour gagner, c'est de persévérer dans la lutte dans l'unité. Dès à présent, le bilan est riche pour les grévistes et en particulier pour les femmes.

Discuter de la lutte avec l'ami, le mari, participer aux occupations de jour et de nuit, faire des chaînes en premier rang des manifestations, comme à poser ensemble les problèmes rencontrés par chacune. La grève, c'est déjà un pas fait dans le sens de l'émancipation collective.



Photos : les techniciens et techniciennes de la CAF manifestent (photo HR)

Chanson de lutte

Sur l'air de «Marie Christine»

On est sous, sous, sous, sous le Ministère

tère, tère

Tous solidaires - aires
Coucou Simone t'écideras-tu
A nous le fichier
Le niveau SIX, isse
Vieille saucisse.

Sur l'air de «Le matin,
je me lève en chantant»

Le matin je me lève pour l'AG
Et la grève j'reconduis à main levée
Lavallée veut nous le refuser,
Mais comme on est tous mobilisés,
Le niveau 6 nous l'aurons
Et pour tous sans aucune condition.



Avec le premier numéro de la nouvelle série

«Le peuple français» vers un bond en avant

C'est avec bien du retard que nous saluons le premier numéro de la nouvelle série du « Peuple français », la revue d'histoire populaire bien connue de nos lecteurs.

Devant le succès du « Peuple français », la rédaction a dû complètement revoir et réorganiser son travail afin de donner à la revue une nouvelle base qui doit permettre de répondre à un succès croissant.

« En effet, écrit la rédaction, il n'était plus possible d'assurer l'expédition des milliers de journaux, de coller des milliers de timbres, de classer des milliers de fiches d'abonnés, de répondre à plusieurs centaines de lettres par semaine... ».

Pour pouvoir opérer cette reconversion, « Le Peuple français » n'a pas paru durant six mois. Certains rédacteurs ont quitté complètement ou partiellement leur métier pour se consacrer à la revue. Découvrir, connaître et faire connaître la vaste histoire de notre peuple, que l'école officielle se garde bien d'enseigner aux écoliers, lycéens et même étudiants est une œuvre de première grandeur qui répond à un besoin de dizaines de milliers d'ouvriers, paysans, employés, étudiants et intellectuels progressistes. Elle correspond aussi à une exigence de notre époque où le peuple prend conscience de plus en plus que sa destinée est entre ses mains.

Le premier numéro de la première série qui, du point de vue de la présentation, ne diffère pas des anciens numéros, se caractérise par une diversité des thèmes et des époques annoncée dans l'éditorial. Les articles sont consacrés aux abandons d'enfants sous l'Ancien régime (17^e et 18^e siècles), aux « malades et médecins » durant la même période. La rubrique « Lutttes ouvrières » porte sur la « grève de cent jours à Fliers en 1907 ».

Un article décrit les grèves des ouvriers agricoles de l'été 1936. La rubrique culturelle est consacrée à Eugène Pottier, l'auteur de l'Internationale et de maints autres chants révolutionnaires.

Mais surtout, nous voudrions attirer l'attention de nos lecteurs sur un article très intéressant portant sur l'affaire de Suez en 1956.

Tous nos lecteurs doivent le lire mais aussi le faire lire et, en particulier, aux travailleurs immigrés qu'ils connaissent. Nous reviendrons prochainement sur cet article.

C'est donc un numéro très riche et prometteur qui ouvre la nouvelle série du « Peuple français ». Nous ne saurions trop conseiller à nos lecteurs de se le procurer et à s'abonner à cette revue importante. Pour cela, écrire à : « Le Peuple Français », BP 26, 92190 Meudon.

● Finistère-nord

Encore rien de sérieux pour s'opposer à l'extension de la marée noire

Aucun travail sérieux n'a commencé pour lutter contre la marée noire, qui pollue les côtes du Nord-Finistère, aucun, si ce n'est celui des riverains qui ont commencé à mettre en place des boudins gonflables destinés à protéger les parcs à huîtres de l'Aber Wrach.

Il s'agit là en fait de moyens de fortune incapables d'enrayer sérieusement l'avancée de la marée noire. Les riverains travaillent avec la pelle et des sacs sur les côtes

pour nettoyer celles-ci. Du côté des pouvoirs publics, plusieurs jours après le naufrage, aucun moyen de lutte adapté à la dimension de la marée noire n'a encore été mis en place. Le pompage des cent cinquante mille tonnes de pétrole encore contenues dans les citernes de l'Amoco Cadiz promis pour dimanche ou lundi dernier, ne pourra commencer finalement que la semaine prochaine, ce qui laisse tout le temps à une extension encore plus catastrophique

de la marée noire, d'autant plus que la semaine prochaine auront lieu les grandes marées du printemps.

Samedi soir, les commandants de l'Amoco Cadiz et du remorqueur « Pacific » ont été placés en garde à vue. L'avarie du gouvernail du super-tanker s'est produite vers 10 heures jeudi, son capitaine très rapidement demandait au remorqueur allemand basé à Brest de venir à son secours. Il n'avertissait pas par contre les organismes de sauvetage ni la Marine nationale. D'autre part, alors que tout était prêt dès 15 heures pour commencer les manœuvres de remorquage,

des tractations avaient lieu entre les armateurs du navire en panne et ceux du remorqueur. Ce n'est qu'une fois ces tractations faites que la tentative de remorquage a commencé. Près d'une heure a été ainsi perdue.

Des offres d'aide venant d'un bateau anglais ont été refusées par les deux commandants, alors qu'elles auraient peut-être permis de limiter les dégâts. C'est qu'il aurait fallu que la société propriétaire du « Pacific » abandonne une partie de sa prime qui représente une somme très rondelette. Ces primes sont en effet proportionnelles à la valeur des bateaux et de leur cargaison.



Zone de dévastation de la marée noire.

Chômage en hausse en février

Le nombre des chômeurs aurait augmenté de 2 à 3 % en février, annonce la CFDT. Les services officiels estimeraient en février à 1 530 000 le nombre des chômeurs, nombre bien en-dessous de la réalité, mais qui traduit par rapport aux chiffres précédents du gouvernement, une augmentation notable du nombre des chômeurs. Evidemment, ce chiffre n'a pas été annoncé avant les élections. En effet, Beullac ne semble plus trop décidé à avancer des chiffres trop ouvertement truqués, comme il y a peu de temps, de peur de s'attirer un démenti de l'INSEE et des syndicats, et d'autre part il lui était difficile, pour des raisons électorales, d'annoncer les chiffres réels. D'où le silence observé.

Histoire

La Commune : l'aube d'une ère nouvelle

Il y a 107 ans, éclatait à Paris un événement d'une portée exceptionnelle dans l'histoire de toute l'humanité. Cet événement, c'est la Commune. Elle fut non seulement la plus grande révolution du 19^e siècle, mais bien plus, elle ouvrait désormais une ère entièrement nouvelle : l'entrée fracassante de la classe ouvrière dans l'histoire. La Commune, ce coup de tonnerre, fut l'œuvre de gens que les ouvrages scolaires ignorent le plus souvent et qui cependant font l'histoire : les gens du peuple et surtout les ouvriers. La Commune de Paris fut le premier pouvoir de la classe ouvrière réduite à la misère, au chômage, sans instruction, renversé à Paris le pouvoir de la bourgeoisie et construisit le système social le plus avancé, le plus révolutionnaire que les hommes aient connu auparavant.

En France même elle n'a jamais été dépassée.

Malgré sa courte existence, la Commune prit des mesures sociales radicales que seules permettait l'instauration d'un État prolétarien : elle supprima les amendes prélevées par les patrons sur les salaires des ouvriers sous le moindre prétexte, elle ajourna le paiement des loyers et des dettes du peuple. Elle confisqua les usines et ateliers des capitalistes qui avaient fuit ou qui avaient arrêté la production, pour en confier la direction aux ouvriers. Elle institua la séparation de l'Église et de l'État, elle ouvrit gratuitement les portes des écoles aux enfants du peuple.

Parmi les mesures les plus importantes à mettre à l'actif de la Commune figure le droit des étrangers à participer à la vie po-

litique. Certains d'entre eux eurent des responsabilités importantes dans le gouvernement de la Commune, comme l'ouvrier hongrois Frankel, comme Dombrowski, héros polonais et chef militaire de la Commune. Aujourd'hui en France, les travailleurs immigrés n'ont pas le moindre droit politique.

LE PEUPLE EN ARMES

Ces réalisations furent prises durant les quelques semaines pendant lesquelles la Commune eut le pouvoir. Mais durant ces quelques semaines, les Communards entreprirent une œuvre encore plus grandiose et impérieuse qui inspire encore aujourd'hui très directement les révolutions : elle instaura un État de type entièrement nouveau et supprima l'État oppresseur bourgeois.

La Commune supprima

la police et l'armée bourgeoises faites pour opprimer le peuple et les remplaça par le peuple en armes. Elle résolut pour la première fois cette question importante de toute révolution prolétarienne : comment le peuple peut-il prendre et conserver son pouvoir face aux classes exploiteuses dépossédées ?

La réponse fut l'armement du peuple qui lui-même assura la défense de la révolution, empêcha par le recours à la force toute tentative réactionnaire d'exercer de nouveau sur lui une oppression. C'est le peuple qui assura aussi le maintien de l'ordre. Le peuple en armes, telle est la condition pour que le pouvoir de la classe ouvrière existe. Cette armée ne peut exister que si l'armée bourgeoise a été auparavant détruite.

La Commune supprima le parlementarisme bourgeois tel que nous le connaissons encore aujourd'hui. Elle résolut pour la première fois cette question importante de toute révolution prolétarienne : comment le peuple peut-il prendre et conserver son pouvoir face aux classes exploiteuses dépossédées ?

La source du pouvoir, ce fut directement le peuple lui-même et ses propres initiatives venant d'en bas. Les assemblées générales souveraines que nous préconisons au cours des grèves, s'inspirent des assemblées de la Commune.

Enfin, la Commune supprima le corps des fonc-

tionnaires et la bureaucratie pour les remplacer par des représentants élus du peuple, contrôlables et révocables par leurs élus quand ceux-ci le veulent. Ce fut le cas pour les conseillers municipaux, les juges, etc.

La Commune ne put mener à bien cette œuvre nouvelle car elle fut anéantie quelques semaines après sa naissance, faute de s'être donnée une direction unique, unifiée. Les ouvriers de la Commune nourrissaient encore trop d'illusions sur la bourgeoisie pour pouvoir l'écraser définitivement.

Cependant, la Commune est pour la classe ouvrière française le plus grand moment de son histoire comme elle est le modèle, dans ses principes essentiels, de toutes les révolutions de la classe ouvrière.

Souscription



En avant pour la souscription de 100 millions !

Nous publions ci-dessous la liste de souscription pour l'année 1978.

Pour la naissance de notre fils Richard en souvenir du camarade Seimandi HF 200 F
 Souscription à librairie 240 F
 Supplément à abonnement CJ. 10 F
 Un électricien et un employé des PTT 210 F
 CC Supplément à abonnement 190 F
 CD Fameck Uckange 400 F
 Supplément à réabonnement CJY 110 F
 " " PY 45 F
 " " LH 40 F
 " " SJM 20 F

Souscription R.P 1 060 F
 Anonyme 70 F
 C.D Mir. 410 F
 Divers. 1 F
 L.J.P. Pour la bataille des élections 78 7 F
 deux militants et deux lecteurs 100 F
 Ne relâchons pas nos efforts pour la souscription A.F. 100 F
 Supplément à vente militante G.B 5 F
 Collecte Alstom 10 F
 MR 250 F
 AF 150 F
 Supplément à réabonnement A.Y. 94 F
 " " RBD 40 F
 " " R 10 F
 " " GD 20 F

CD Chrisostome 10 F
 " Coquille 50 F
 CD Conelly 200 F
 CD Erver Hoxha 400 F
 Sur un marché 42 F
 CD Pierre 100 F
 CD E. Pottier 1 000 F
 CD G. Van Troie 111 F
 CD P. de B. 700 F
 Melle CB Soutien au journal 300 F
 Supplément à versement précédent LB 200 F
 Pour la souscription, en avant CP 1 100 F
 CD Jdanov 2 000 F
 CD Potemkine 200 F
 Un travailleur de l'Alstom 20 F
 Un préposé à Roissy/France 37 F
 CD Normandie 400 F
 LMC 850 F
 Mlle CM 150 F
 PF 250 F
 Un camarade 200 F
 Une sympathisante 100 F
 Un groupe de lecteurs de St-Nicolas 400 F
 Un camarade du bâtiment EG
 Sur des étrennes dont il n'est pas juste de profiter seul 400 F
 Au quotidien de la Révolution prolétarienne et du socialisme 150 F
 Pour que l'HR vive et que le PCMLF remporte la victoire DP. 40 F
 Deux employées de la Sécurité sociale 96 F
 CD Pierre Sémard (RP) 330 F
 Sur des marchés du Nord 151 F
 Prime de fin d'année d'un camarade métallo 350 F
 Des heures de travail d'un camarade de l'entretien 1 000 F
 CD Breco 740 F
 CD Chou En-lai 4 322 F
 Pour que le quotidien reste à 8 pages 1 500 F

Supplément à réabonnement DS 10 F
 " " GP 120 F
 " " DC 38 F
 " " MB 20 F
 " " MJ 146 F
 " " AG 30 F
 Des camarades de Dijon 218 F
 Un ancien FTP du Nord 100 F
 CD Staline CF 2 060 F
 Une camarade de la région parisienne sur son salaire oct.nov.déc. 1977 600 F
 Sur mes allocations prénatales pour notre 2e enfant 650 F
 Total 19 364,50 F

MC 500 F
 Supplément à abonnement DY 20 F
 CH 20 F
 C CH 150 F
 Marseille 1 250 F
 Pour une ligne prolétarienne
 CD Monmousseau A 500 F
 ZA 280 F
 GD 100 F
 Des camarades de N. 2 100 F
 Deux camarades 300 F
 Supplément à réabonnement RC 30 F
 " " JG 30 F
 " " MJ 200 F
 " " HA 22 F
 " " LMJ 30 F
 " " YL 790 F
 " " LRJ 53 F

CD Politzer 712 F
 DP 55 F
 CD Huit mars 50 F
 Des camarades du Loiret 6 115 F
 CD Baena 430 F
 AG 110 F
 MD Soutien hebdomadaire (janvier) 75 F
 Supplément à commande de matériel 7 F
 Soutien au quotidien vente marché et souscription 150 F
 Soutien au journal IIO 140 F
 Soutien pur un quotidien de huit pages PC 108 F
 Pour les batailles politiques de 78 HP. 150 F
 CD Louise Michel 900 F
 Eure/Loire 1 716 F
 Supplément à abonnement AH 44 F
 FG 40 F
 B 200 F
 Lyon en timbres 47 F
 HG Supplément à abonnement 27 F
 Supplément à réabonnement DH 44 F
 " " HR 22 F
 " " Mms L 60 F
 " " LMC 80 F
 " " FG 20 F
 " " MA 20 F
 " " DD 45 F
 " " RJP 90 F

Souscription à HR LJP 52 F
 Une couple de l'Essonne 500 F
 CD Allonnes 1 318 F
 CD Nord-Ouest 200 F
 CD Le Mans 367 F
 Souscription au journal l'enseignant 200 F
 Total au 13/1/78 39 393 F

CD Viviane Giacomini 250 F
 Supplément à réabonnement Y.B 4 F
 " " M.R 14 F
 " " J.B 14 F
 " " B.R 90 F
 " " G.A 14 F
 " " D.M 50 F
 " " C.J.Y 200 F
 " " A.R 20 F
 " " L.D 20 F
 " " B.A 20 F
 JB 150 F
 RL 100 F
 RVC 200 F
 V.G Souscription 220 F
 Supplément à réabonnement H.L.G 15 F
 Supplément à réabonnement C.J.CH 40 F

Nouveau total au 23/1/78 47 335 F

V.A.M sur des marchés du Nord et à la porte d'entreprises 208 F
 C.D H.Tryn 619 F
 Supplément à réabonnement P.C 10 F
 " " F.J.M 120 F
 " " B.A 60 F
 " " H.M.M 10 F
 " " P. Cat 410 F
 " " J.P 150 F
 " " J.D 14 F
 " " L.J.M 190 F
 " " C.P 120 F

C.D E. Hoxha 450 F
 C.D Monmousseau 200 F
 F.B 100 F
 L.D J.B. Clément 1 320 F
 Pour la naissance de Laura 50 F
 En avant pour l'unité prolétarienne !! 30 F
 C.D M. Audouin 150 F
 C.D Pierre Sémard L.S 230 F
 Supplément à réabonnement B. 60 F
 " " F.J.J 10 F

Des lecteurs de Nantes pour le soutien au journal 500 F
 Souscription à meeting de la région parisienne 2 644 F
 Une camarade 190 F
 C.D C. Porchet 40 F
 Un employé 50 F
 C.D Chou En-Lai 650 F
 Pour la bataille politique de 1978, un appel 200 F
 JCMLF Lyon 65 F
 A la librairie FDL 60 F
 Une lectrice occasionnelle 10 F
 Des camarades et lecteurs de Bretagne 468 F
 Supplément à réabonnement S.J 250 F
 " " C.H 10 F
 " " T.L 16 F
 " " B.F 120 F
 " " P.P 45 F
 " " G 120 F
 " " M.P.LTH 30 F
 " " H 190 F

2 postiers au C.I.N pour la bataille politique de 1978 40 F
 un camarade turc 25 F

Total au 7/2/78 57 876 F

UNE NOUVELLE BROCHURE EST PARUE

LA QUESTION DE L'ENERGIE NUCLEAIRE

PRIX 5F

Passez vos commandes et libellez vos chèques à :
 APN - Editions
 BP 279 - 75 886 Paris
 Cedex 18

VIENT DE PARAITRE

Histoire de la Chine moderne

Guerre de l'opium, révolution des Taiping, agression anglo-française, mouvement des boxers, révolution de 1911, autant de jalons qui marquent la montée de la lutte du peuple chinois contre la domination étrangère.

Une période capitale dans laquelle se prépare le grand mouvement révolutionnaire qui mènera à la Libération de 1949.

Un livre unique pour qui veut connaître l'histoire du peuple chinois. Un livre capital pour comprendre la situation de la Chine à la veille des luttes dirigées par le Parti communiste chinois.

En vente aux librairies « Les Herbes sauvages »
 70, rue de Belleville - Paris 20e
 « La Force du livre » - 33 rue René Leynaud - 69001 Lyon
 Par correspondance aux « Editions du Centenaire »
 24, rue Philippe de Girard - 75010 Paris

624 pages - 42 F, plus 3 F de port

Abonnez-vous à l'Humanité rouge quotidien révolutionnaire des travailleurs

Demande de contact

— Parce que je considère que seule la dictature du prolétariat imposera la fin de l'exploitation et de l'oppression du capitalisme et permettra la construction du socialisme ;
 — Parce que je désire participer à l'édification d'un authentique parti marxiste-léniniste unique ;
 Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.
 Dans ce but, l'Humanité Rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom
 Prénom
 Adresse
 Signature

Faits d'actualité

Débandade à gauche

Les trois partis de gauche se réuniront en avril. Mais l'Union de la gauche n'est-elle pas morte et enterrée depuis le 19 mars ?

Plusieurs petits faits sont venus marquer ces lendemains d'élections. Le franc a connu une envolée vertigineuse lundi (marché en hausse de 7 à 8%). Pour les monopolistes, la spéculation d'avant les élections reprend de plus belle après les élections.

Du côté de la majorité, il faut surtout noter que la coalition giscardienne essaiera de former un groupe compact (de 6 petites formations) à l'Assemblée.

Mais c'est surtout à gauche qu'il s'est passé des choses en ce début de semaine.

LES RADICAUX DE GAUCHE SONT DÉJÀ PARTIS

Se déclarant « entièrement solidaire de Robert Fabre (*) », Genesseeux, secrétaire national des radicaux de gauche, a annoncé que son mouvement tien-

drait un congrès extraordinaire en avril.

Genesseeux a aussi dit que « le Programme commun est à ranger au musée de l'histoire politique de la gauche ». Il a précisé : « Il faut donc une autre stratégie que le prochain congrès extraordinaire doit définir ».

Cet abandon de l'Union de la gauche va avec de fortes critiques au PCF : « L'échec de l'Union de la gauche est due avant tout au PCF dont le changement de stratégie est aujourd'hui manifeste ».

Rappelons que, déjà avant le second tour, les radicaux de gauche du Val-de-Marne (6e circ.) et dans l'Aisne (4e et 5e circs.) avaient refusé de soutenir le candidat du PCF. La Fédération radicale de gauche de l'Aisne avait même démissionné et soutenu en fin de compte le candidat de la majorité présidentielle, Rossi, ministre du Com-

merce extérieur.

LE PS EST SUR LE POINT DE PARTIR

En avril aussi se tiendra une Convention nationale du PS. C'est ce qu'a décidé le secrétariat national de ce parti.

Au cours de cette réunion, lundi après-midi, Mitterrand a commenté la déclaration de Robert Fabre : « Ce sont des propos "maladroits" dans leur forme, mais pas tellement dans leur fond, selon le chef du PS qui a ajouté : « Le Programme commun serait, en effet, de toute façon, dépassé en 1983, date des prochaines élections législatives ».

Mitterrand, mais aussi Rocard, ne se sont pas faits tendres pour le PCF accusé de l'échec de l'Union de la gauche.

Le PCF s'est réuni lui aussi lundi après-midi. Mais

aucune information n'est sortie officiellement des locaux de la place du Colonel Fabien, si ce n'est l'annonce d'une réunion du Comité central, là encore au mois d'avril (les 26 et 27).

Par contre, « L'Humanité » de mardi matin recharge de ton. Sous la plume d'Andrieu, le PCF reprend les vieilles accusations et les vieilles polémiques laissées sous la table entre les 13 et 19 mars.

Quel triste spectacle nous donnent tous ces politiciens. Cette Union de la gauche moribonde sent vraiment le cadavre. Chacun essaie de s'en tirer au mieux, mais c'est vraiment toute une stratégie, celle de l'Union de la gauche, qui a fait faillite.

(*) Dès les premiers résultats du 19 mars, Fabre se déclarait « délié » des obligations qu'il avait contractées en 1972 en signant le Programme commun.

TROIS PERSONNES ONT ÉTÉ ARRÊTÉES pour complicité de meurtre, à Fort-de-France. La victime, Théoline Jalta, père de trois enfants, assurait le service d'ordre de Michel Renard, candidat du RPR. Il a été tué à coups de pics et de rasoirs le 9 mars. Les trois personnes appréhendées sont des employés de la mairie de Fort-de-France.

LE PARTI SOCIALISTE DÉMOCRATE A appelé à voter à droite au second tour. Ce petit parti bourgeois avait initialement pris une position de non-désistement. Il est de fait revenu sur sa position voulant éviter l'arrivée de membres du PCF au pouvoir. Ce parti représentait au premier tour environ un million d'électeurs.

XAVIER GOYET, CANDIDAT ÉCOLOGISTE, dans la 3e circonscription de l'Oise, porte plainte contre Hersant, candidat de la majorité. Il accuse Hersant de faux et usage de faux. Xavier Goyet conteste avoir appelé à voter au deuxième tour pour le candidat de la majorité, Hersant, comme celui-ci l'avait écrit dans sa circulaire électorale officielle.

En bref... En bref...

International

• Pologne

Augmentation du prix de l'essence

Les prix de l'essence, du gaz oil et des huiles moteurs ont augmenté de 20% en moyenne depuis dimanche en Pologne, selon l'Agence polonaise de presse (PAP).

Les tarifs des taxis et des taxis-fourgonnettes subissent une hausse dans les mêmes proportions, les hausses des tarifs de transports ne

concernent toutefois pas les transports en commun.

La cause invoquée est la « nécessité économique » visant à réduire la consommation de carburants dont les importations représentent une lourde charge pour la Pologne. Les importations sont en provenance essentiellement d'URSS qui impose donc ainsi de fait une austérité de rigueur.

• Indonésie

Farce électorale

Il y a maintenant 12 ans que Suharto a établi sa dictature militaire sanglante sur le peuple indonésien. La « consultation » électorale qu'il organisait ces jours-ci devrait le voir reconduire sans surprise dans son mandat présidentiel. Sans surprise mais pas sans problème et il y a de fortes chances que son mandat de cinq ans ne s'achève pas paisiblement.

Depuis samedi, le congrès, auquel revient - tout à fait formellement - le soin de désigner le président de la République, siège à Djakar-

ta. Sur ses 920 membres, près des 3/5 ont été nommés directement par décret présidentiel. Il y a peu de chances qu'on trouve beaucoup d'oppositionalistes parmi eux.

D'autant plus que sur les 360 sièges résultant d'élections, 232 sont tenus par le Golkar, le parti gouvernemental. Si on ajoute que Suharto est pratiquement candidat unique à ces élections, on comprend aisément à quel point les jeux sont faits d'avance !

(Suite page 2)

• Japon

Le mal de Minamata

Un sit-in a été organisé lundi devant l'agence pour l'Environnement de Tokyo, par plusieurs dizaines de personnes atteintes du mal de Minamata.

Il s'agit de graves lésions dues à un empoisonnement au mercure, provoqué par le déversement de déchets industriels de sel de mercure dans la mer. Plus de 5 200

personnes ont été atteintes dans la région de Kumamoto, dans le sud du Japon. 203 d'entre elles en sont mortes.

Ajoutons que les 40 manifestants ont été dispersés sauvagement par 200 policiers appelés à la rescousse par l'agence gouvernementale.

Intérieur

• Clérieux

Procès d'un PDG criminel

Le procès en responsabilité de l'explosion qui fit 6 morts et 3 blessés graves en avril 1976 à la Manufacture générale de munitions de Clérieux, dans la Drôme, s'est ouvert mardi à Valence.

Quatre personnes sont poursuivies dont le PDG, pour homicides, blessures involontaires et infraction au code du travail.

C'est vers midi, que le 9 avril 1976, le drame était survenu dans un atelier de séchage et de conditionnement de munitions. Dix ou-

vières travaillaient dans le local. Trois furent tuées sur le coup. Trois autres mourraient à l'hôpital. Trois subissaient de graves blessures.

Le bâtiment était entièrement détruit. Un accident avait déjà fait un mort et trois blessés dans cette usine le 14 janvier 1975. Un troisième accident devait faire deux blessés le 25 mai 1976, un mois après l'explosion jugée mardi.

Chaque fois les causes étaient quasiment les mêmes. Mais le PDG refusait de prendre les mesures.

En bref... En bref... En bref...

Télévision

Grève à Antenne 2

Jeudi 23 mars, les journalistes d'Antenne 2 feront grève. Ils protestent contre la « manipulation de l'information » dont ils sont victimes de la part de la direction de l'information de cette chaîne.

Vendredi dernier, à

20 heures, la direction de l'information a refusé qu'ils diffusent un reportage sur les divisions au sein de la majorité, faisant le pendant au reportage (diffusé celui-là) sur les divisions au sein de l'Union de la gauche défunte.

• Tiercé

Fraude à « bride abattue »

Il s'agit de la fraude survenue (sans doute...) dans le prix « Bride abattue » à Auteuil, le 9 décembre 1973. Une fraude parmi tant d'autres, disent les mauvaises langues...

Un ancien jockey aurait acheté 13 jockeys en exercice, qui auraient organisé la course à leur convenance. Pendant ce temps, une quarantaine de prête-nom misaient sur un tiercé qu'ils étaient sûrs de gagner puis-

que les jockeys avaient décidé de l'ordre d'arrivée avant même le départ de la course.

Tout ce beau monde est inculpé : 54 personnes. Il aura fallu 5 ans pour que l'affaire soit instruite. Une instruction judiciaire qui ne fut pas menée, elle, à « bride abattue »...

Une affaire de tiercé truqué passera au tribunal le 16 octobre prochain, vient d'annoncer le palais de justice de Paris.



L'Union de la gauche est morte...

La Majorité est moribonde...